



Justin KISSANGOULA

Maître de conférences – HDR de droit public

Depuis 2012 : Membre du conseil scientifique de la Faculté de droit de l'Université Paris Descartes

Université Paris Descartes, Faculté de Droit, 10, avenue Pierre Larousse – 92240 Malakoff

E-mail : justin.kissangoula@parisdescartes.fr

I - OUVRAGES

- *La Constitution française et les étrangers*, Préface du Président J. Robert, coll. Bibliothèque constitutionnelle et de Science politique, LGDJ, tome 102, Paris, 2001.

- *La constitutionnalisation du droit des étrangers en France. Contribution à l'étude du développement du Droit constitutionnel*, Presses Universitaires du Septentrion, Paris, 1998 ;

II - ARTICLES/COMMUNICATIONS

- Mesures d'éloignement des ressortissants étrangers et violation virtuelle de la Convention Européenne des droits de l'Homme. La jurisprudence en 2009 et 2010 , La France et la Cour européenne des droits de l'homme. La jurisprudence en 2009 et 2010, sous la dir. P. Tavernier, Bruxelles, Bruylant, 2013. 340 ;

- Brèves réflexions sur l'application du principe d'égalité aux droits sociaux des étrangers , *Revue de Droit Sanitaire et Social (R.D.S.S)*, mai-juin 2013, pp. 422- 429.

- Libertés individuelles et hospitalisation sans consentement , *Hospitalisations sans consentement*, sous la dir. X. Cabannes et M. Benillouche, Paris, CEPRISCA - PUF, coll. Colloques, 2012, pp. 77-107.

- Les règles de management privé en tant qu'horizon pour la réforme de l'Etat II , *La privatisation de l'Etat*, sous la dir. F. Rouvillois, M. Degoffe, Paris, CNRS éditions, 2012, pp. 211- 226.

- Le Droit à des élections libres ou les avatars de la démocratie par le droit , *Annuaire Français de Droit Européen*, 2011, 35p.

- Constitution et santé , Gazette du Palais, éd. Spéciale santé, n° 308 à 309, 4 et 5 novembre 2011, pp. 7 – 10.

- Les proscrits de l'Etat : des étrangers en France et en Europe , Catherine Amélie Chassin, Jean-François Akandji-Kombe (dir.), *La Proscription*, actes du colloque de Caen, Bruxelles, Bruylant, 2011.

- Les règles de management privé en tant qu'horizon pour la réforme de l'Etat , Yves Charles Zarka (dir.), *Repenser la démocratie*, Armand Colin, coll. Emergences, Paris, 2010, pp. 358-371.

- La sanction de la violation des droits de l'homme dans la Déclaration universelle des droits de l'homme , Jean-Pierre Machelon, Pascal Chaigneau, Fouad Nohra (dir.), *La Déclaration universelle des droits de l'homme : fondement d'une nouvelle justice mondiale*, L'Harmattan, Paris, 2010. 75.

- Jusnaturalisme , Joël Andriantsimbazovina, Hélène Gaudin, Jean-Pierre Marguenaud, Stéphane Rials, Frédéric Sudre (dir.), *Dictionnaire des droits de l'homme*, P.U.F, Paris, 2008 ;

- Droit à des élections libres , Joel Andriantsimbazovina, Hélène Gaudin, Jean-Pierre Marguenaud, Stéphane Rials, Frédéric Sudre (dir.), *Dictionnaire des droits de l'homme*, P.U.F, Paris, 2008.

- Droit à l'instruction , Joel Andriantsimbazovina, Hélène Gaudin, Jean-Pierre Marguenaud, Stéphane Rials, Frédéric Sudre (dir.), *Dictionnaire des droits de l'homme*, P.U.F, Paris, 2008.

Droit à la vie , Joel Andriantsimbazovina, Hélène Gaudin, Jean-Pierre Marguenaud, Stéphane Rials, Frédéric Sudre (dir.), *Dictionnaire des droits de l'homme*, P.U.F, Paris, 2008.

- Le vrai visage de la décentralisation. Commentaire des articles 8 à 15 de la loi du 27 février 2002, Loi relative à la démocratie de proximité , in *Revue générale des Collectivités territoriales (RGCT)*, 2002, pp. 179- 189 (en collaboration avec E. Mella).

- A propos du principe d'indépendance des législations et des procédures dans le contentieux administratif , in *Revue de la Recherche Juridique (R.R.J.)*, n° 1, 2004, pp. 259-292.

- Pour une définition constitutionnelle des étrangers , in *Les Petites Affiches (LPA)* du 6 novembre 2002, n° 222, pp. 7-15.

- Introduction à l'analyse des cycles juridiques , *La Constitutionnalisation des branches du droit*, sous la dir. de B. Mathieu et M. Verpeaux, Economica-P.U.A-M, 1998, pp. 147-157.

III - NOTES DE JURISPRUDENCE

- Le droit des réfugiés : double nationalité et unité de famille. Note sous C.E, 23 février 2009, *Office français de protection des réfugiés et des apatrides (OFPRA) c/ M. Boularouf*, req. N° 283246 , *Revue française de droit Administratif (R.F.D.A)*, n° 3, mai-juin 2010, pp. 580-586.

- De l'inconstitutionnalité de l'usage exclusif de la langue tahitienne. Note sous C.E, 22 février 2007, *Société civile immobilière Caroline*, req. n° 300312 , *A.J.D.A* du 2 juin 2008, pp. 1047-1050.

- L'ancien combattant et la pension. Note sous C.E, Ass., 30 novembre 2001, *M. Diop*, req. n° 212179 et 212211 , in *Cahiers de l'IDEDH*, 2003, pp.152-178.

- Quelques paradoxes du contrôle de conventionnalité des lois. Observations sous C.E, Ass., 11, juillet 2001, *Ministre de la Défense c/ M. Préaud*, req. n° 219312 , *Revue trimestrielle des droits de l'homme (RTDH)*, 2003, pp. 1043-1086.

- Les Conventions internationales avant et après l'arrêt *Nicolo* du Conseil d'Etat. Note sous C.E, 8 juillet 1998, *Abatchou*, n° 177487 , *Revue de Droit Sanitaire et social (R.D.S.S)*, n° 1, 2000, pp. 248-267.

- Le Conseil d'Etat, la notion d'impositions de toutes natures et la jurisprudence sur l'incompétence négative du législateur , *Revue Française de Finances Publiques (R.F.F.P)*, n° 70, juin 2000, pp. 193-205.

- Le Conseil d'Etat, juge de l'exception d'inconstitutionnalité ? , in *Revue Administrative (R.A)*, 1997, pp. 518-524.